

L'AMI DE LA RELIGION

DE LA PATRIE.

JOURNAL ECCLESIASTIQUE, POLITIQUE ET COMMERCIAL.

12⁶ ANNEE.

« Le trône chancelle quand l'honneur, la religion et la bonne foi ne l'environnent pas. »

12⁶ ANNEE.

BUREAU DE REDACTION: Rue Ste. Famille, No. 11

Québec, LUNDI, 30 Avril 1849.

BUREAU DE REDACTION: Rue Ste. Famille, No. 11

DEMOCRATIE ET SOCIALISME. (Suite et Fin.)

Campanella.

L'utopie de Campanella s'appelle la Cité du soleil : c'est une sorte de phalange dans lequel encore les hommes n'ont entre eux que de bonnes relations d'amour, de dévouement et de fraternité. Plus de lois, plus de frein, plus de contrainte, hommes, femmes, enfants, arts, sciences, propriétés, tout est commun : rien n'appartient à personne. Je dis personne, et cependant dans la Cité du soleil il n'y a plus de personne, plus de moi, plus d'individu. L'homme ne s'appartient plus ; il est à la communauté.

Les Anabaptistes.

Les anabaptistes occupèrent la ville de Munster pendant une année, de 1534 à 1535. Ils commirent les plus grands excès de toute nature et enfantèrent les plus graves désordres. C'étaient de véritables communistes qui se répandirent bientôt dans toute l'Allemagne, où ils sont encore assez nombreux.

Les frères moraves.

Ceux-ci sont des anabaptistes ou des communistes pacifiques. Ils commencèrent à se montrer vers 1536. Réfugiés en Moravie, ils se mirent à cultiver les terres. Chaque famille avait sa hutte, sa cabane ; mais les repas, les travaux, l'éducation des enfants, étaient en commun. Le hasard faisait les mariages ; le jeune homme le plus âgé de la communauté devait épouser la jeune fille la plus âgée. S'il refusait, il perdait son rang pour redevenir un dernier.

Les frères moraves furent dispersés peu à peu ; ils se répandirent en Hollande, en Amérique, et surtout en Angleterre, où ils s'allièrent aux sociniens. On sait que le socinianisme est très-répandu chez nos voisins, quoique jusqu'à présent il ne se soit guère montré que dans les sectes socialistes et chartistes de Londres.

Mably.

Nous arrivons en France au dix-huitième siècle, le siècle de toutes les erreurs et de toutes les hérésies, le dernier de notre grandeur, le premier de notre décadence.

Au milieu de ce siècle, nous trouvons Mably, qui, dans ses Principes de morale, prend la défense de toutes nos passions et se fait ainsi le père de Fourier. Citons-le :

« Je prenais toutes les passions sous ma protection, parce que je croyais avoir remarqué qu'en se développant elles étendaient nos lumières et donnaient de l'activité à notre froide raison. Je leur attribuais les progrès de la société, et, à certains égards, je ne me trompais pas, car la nature nous les a sans doute données pour nous être utiles en obéissant à la raison.

« Il est vrai que quelquefois je ne pouvais m'empêcher de voir que nos passions produisaient par bouffées de grands maux, mais j'étais assez subtil pour trouver que ce n'était jamais leur faute, et je m'en prenais à une politique maladroite qui ne savait pas les rendre utiles à la société ; car les passions sont l'âme du monde, elles nous ont été données pour développer les facultés de notre âme, et, par conséquent, pour nous enseigner le chemin du bonheur ; elles doivent donc nous servir de guides ; et les philosophes, qui veulent être plus sages que la nature, sont les plus insensés des hommes....

« Il est évident que la nature nous a

donné nos passions, et ce n'est pas, sans doute, pour nous préparer la gloire de les détruire.

« Vous croyez donc, me dit Aristote, d'un ton mêlé de joie et d'étonnement, dire des choses fort ridicules ? Mais je me trompe beaucoup, ou c'est là une idée hardie, lumineuse et sublime. »

Cette idée hardie, lumineuse et sublime, c'est tout Fourier, rien de plus, rien de moins. Je défie qu'on me montre autre chose dans les sept gros volumes qu'il a écrits.

Babœuf.

Babœuf est le communiste conspirateur de la révolution ; c'est le père de nos socialistes révolutionnaires qui espèrent toujours s'emparer du pouvoir et décorer à la face du ciel ou des hommes l'abolition de la propriété, du mariage, de la famille, de la religion, etc., etc.

La conspiration Babœuf est véritablement le berceau du socialisme militant ; jusqu'à lui la tradition des doctrines sociales reste en quelque sorte purement philosophique ; elle est dans les conversations, dans les comités, dans quelques sociétés secrètes ; très-peu dans les livres, point du tout dans la politique active.

Depuis Babœuf, au contraire, les conspirations communistes, plus ou moins déguisées sous des drapeaux démocratiques, n'ont pas cessé un seul jour de miner sourdement la société.

La secte de Babœuf appartient au matérialisme le plus grossier ; le document que nous avons publié dans la dernière livraison peut être regardé comme la profession de foi de cette école.

Fourier.

Par quelle étrange destinée la ville de Besançon a-t-elle été appelée à donner naissance aux principaux socialistes modernes, Fourier et Proudhon, pour ne citer que les chefs d'école ! Est-ce sa position entre l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie, entre Thomas Morus, les anabaptistes et Campanella, qui en a fait en quelque sorte le foyer du socialisme ?

Fourier commença ses premiers travaux en 1808 : mais pendant vingt-cinq ans il resta tout-à-fait inconnu. L'apparition des saint-simoniens, en 1830 et 32, le tira de l'oubli ; il trouva quelques rares disciples. Depuis, l'école s'est constituée, s'est développée, jusqu'à fonder une revue et un journal publiés aux frais des renteurs du phalanstère.

Les extraits que nous avons donnés de Mably sont toute la partie théorique des livres de Fourier. Quant à la partie pratique, c'est toujours le communisme que nous connaissons, arrangé pour une association de dix-huit cent à deux mille personnes, toutes logées dans une même cage, qu'on appelle phalanstère.

Saint-Simon.

Saint-Simon publia, en 1825, ses dialogues sur le nouveau christianisme. Dans ce livre, il accuse le pape d'hérésie sous quatre chefs :

Le premier de ne point conduire le clergé dans la voie du christianisme ;

Le second, de ne point posséder les connaissances nécessaires pour diriger l'Eglise et choisir de bons vicaires ;

Le troisième, de tenir une conduite gouvernementale contraire aux intérêts de ses sujets temporels ;

Le quatrième, d'avoir protégé deux institutions diamétralement opposées : l'acquisition et les jésuites.

Saint-Simon accuse ensuite les luthériens d'hérésie sous deux chefs :

Le premier, d'avoir adopté une morale inférieure à celle qui peut convenir à des chrétiens ;

Le second, d'avoir adopté un mauvais culte.

C'était donc une religion nouvelle qu'apportait Saint-Simon : la religion du ventre.

La société qu'il rêvait était organisée sur l'amour, la charité, le dévouement. Tous les hommes étaient prêtres de Dieu. Cependant il y avait dans le saint-simonisme une forte et puissante hiérarchie. Le chef s'appelait le Père ; il commandait en souverain ; le fils devait obéir. Tous les travaux étaient également nobles, également dignes d'occuper les enfants de Saint-Simon.

L'école saint-simonienne vécut quelque temps, prêchant la réhabilitation du travailleur et l'égalité des fonctions. Elle eut un grand retentissement, beaucoup d'adeptes, quelques hommes de talent.

Comme toutes les écoles socialistes, elle déclama la société responsable des fautes, des crimes et des misères de l'individu. Elle détourna le peuple de ses véritables voies pour le mettre au service du bien-être matériel de la classe la plus nombreuse. C'est véritablement depuis son apparition que le socialisme a fait des progrès si rapides.

Les scandales de Ménilmontant, les ridicules de la femme libre et affranchie, firent tomber cette école devant le mépris public. Maintenant, il y a encore des saint-simoniens, il n'y a plus de saint-simonisme.

Mais le germe fatal qu'ils avaient déposé dans le sein de la société a mûri peu à peu ; depuis vingt ans le flot monte, monte sans cesse. Aujourd'hui, il menace de tout engloutir.

Cabet.

Républicain en 1830, le citoyen Cabet fut nommé procureur-général par ceux avec qui il avait conspiré ; c'était justice. Mais, peu satisfait du gouvernement nouveau, il ne tarda pas à conspirer encore, ou du moins à faire entendre des plaintes très-violentes. Condamné en 1835, il partit en Angleterre, où il fit son Voyage en Icarie, qu'il publia à son retour à Paris, en 1840, sous le nom de Th. Duffrait.

Dans Icarie, tout est à tous ; les terres sont à l'Etat ; les travaux, les plaisirs, les repas se font en commun.

Quand vous débarquez dans ce pays, on vous prend votre bourse ; vous n'avez plus besoin d'argent. En cela, M. Cabet a réalisé fidèlement sa doctrine, mais jusqu'ici il ne l'a réalisée que sur ce point : Je doute fort que les icariens en soient très-satisfaits.

Proudhon.

Vers 1840 aussi le citoyen Proudhon a publié son premier mémoire : *Qu'est-ce que la propriété ?* Peu après parurent les *Lettres à M. Blanqui*. En 1843, il lança un volume compacte de divagations intitulées : *Création de l'ordre dans l'humanité* : deux ans plus tard : *Ses contradictions économiques*, sous le titre de *Philosophie de la misère*. Tout cela faisait l'aliment du parti socialiste, qui discutait et conspirait toujours. Février vint, et le citoyen Proudhon se trouva tout à coup le chef d'un parti révolutionnaire. Aujourd'hui, ce grand socialiste se retranche complètement dans la question financière ; c'est par la famine, ou plutôt par la ruine, qu'il veut prendre la société.

Louis Blanc.

Nous avons déjà parlé du socialisme de ce martyr de la démocratie. Le droit au travail, l'organisation du travail, les ateliers nationaux, tels sont les remèdes qu'il nous offre. On sait ce qu'ils valent.

Les Journaux.

Tous les hommes que nous avons connus républicains de la veille sont devenus socialistes ; ils étaient conspirateurs hier, ils le sont encore aujourd'hui ; mais, cette fois c'est contre la république.

Les journaux ont fait de même, excepté le *National*, qui se contente jusqu'à présent de faire une vive opposition. *La Réforme* est du rouge le plus intense ; la *Révolution démocratique et sociale* ne lui cède en rien. Le *Peuple* est le plus farouche encore, et la *République* suit ses traces ; le *Siècle* a pris la place des *Débats*, il s'est converti pour devenir le défenseur officieux de la République ; la *Liberté* prêche la république napoléonienne ; la *Démocratie pacifique*, rêve toujours au phalanstère.

Mais n'allez pas croire, ami lecteur, que nous soyons ici tous républicains ni de la veille ni du lendemain ! Paris est pour l'ordre, pour la liberté, pour la légalité, c'est-à-dire pour les représentants que vous lui enverrez ; Paris veut que la France se gouverne elle-même, par ce qu'elle veut, et il n'y a point de gouvernement possible.

WALLON.

EXTRAITS DES JOURNAUX-FRANÇAIS.

On écrit de Rome au *Journal des Débats* :

« La position morale du pays, constatée par un des organes les plus avancés de la révolution, n'est guerryante qu'à la surface, et mon assertion subsiste, malgré les apparences momentanées qui l'infirmement. Non, jamais, quoi que le gouvernement actuel fasse, les Romains ne prendront une part sérieuse à la lutte qui recommence en Lombardie et qu'ils regardent comme perdue. Essaieront-ils une défense plus générale de leur territoire dans le cas très probable d'une intervention napolitaine, ou espagnole, ou autrichienne, ou française ? Je distinguerai. Si les Napolitains franchissent seuls la frontière, il y aura quelques coups de feu d'échangés à cause de la haine qui anime les deux populations. On se battra aussi contre les Autrichiens, si les Autrichiens ne se présentent pas en nombre. Pour les Espagnols, et surtout pour les Français, toutes les portes leur seront ouvertes avant même qu'ils le demandent. On ne les recevra pas en ennemis, mais en libérateurs.

« Que signifie donc, direz-vous peut-être, tous ces décrets de la Constituante, cette mobilisation des gardes civiques, ces mouvements de troupes vers les frontières, ces cloches converties en canons, ces sommes si largement gaspillées par l'administration de la guerre ? Cela signifie beaucoup de bruit pour rien ; ou encore, car les deux réponses sont vraies, tel emploi donné à telle personne, tel grade accordé à telle autre, une commission de fourniture pour celui-ci, un voyage d'agrément pour celui-là, enfin, mille de ces petits arrangements individuels à l'usage des Catilina de l'époque.

« Aussi la question du moment n'est-elle point celle de la guerre. MM. Mazzini et Canino, ainsi que les cercles populaires, poussent à la dissolution de l'Assemblée constituante et à la concentration du pouvoir dans un très petit nombre de mains. Cette

idée gagne chaque jour du terrain. M. Sterbini, qui regrette son portefeuille, s'en est constitué le propagateur dans le *Contemporaneo*, son journal. Le premier incident qui surviendra servira de prétexte à sa transformation en fait. Dans le cas de cette réalisation, M. Mazzini sera le dictateur.

« Depuis son arrivée à Rome, ce chef de la Jeune-Italie a plutôt perdu que gagné dans l'opinion des exaltés. Il lui reste toujours un certain nombre de fidèles prêts à servir aveuglément ses moindres volontés ; toutefois, il n'a pas répondu complètement à l'idée qu'on s'était formée de lui. Je crois de plus que, de son côté, M. Mazzini n'a pas rencontré dans la ville les éléments d'action sur lesquels il comptait. Cette double déception a engendré un peu de froideur réciproque. L'idée d'une dictature émise par lui en pleine Assemblée commence à ramener l'attente, et laisse entrevoir le rôle que cet homme persévérant et habile veut probablement jouer ici.

« Parmi les nominations des nouveaux agents du pouvoir, soit à l'intérieur, soit à l'étranger, en voici deux fort singulières : l'une est celle du rédacteur des-mateneur du journal de caricature *Don Patone* au poste de gouverneur de Civita-Vecchia ; la seconde, celle d'un ancien maître de langue italienne à Londres, au poste d'envoyé extraordinaire de la République romaine près le cabinet Palmerston.

« Hier il y a eu une rixe entre des universitaires et des hommes du peuple ; plusieurs de ces derniers ont été blessés. La ville est totalement dégarinée de troupes de ligne. La police est faite par la garde civique mobilisée. Nous touchons peut-être à nos plus mauvais jours. »

Le gouvernement républicain de Rome avait hérité de deux beaux régiments suisses qui s'étaient très bien battus à Vicence dans la première campagne ; il les a découragés et désorganisés lui-même. Tout récemment, à Bologne, le préfet leur a demandé s'ils étaient résolus de combattre pour la République. Ils ont réclamé avant tout leur solde arriérée, qui leur a été payée moitié en argent, moitié en bons de l'Etat. Ce genre de monnaie ayant excité du mécontentement, un complot s'était ourdi parmi les Suisses pour partir la nuit avec les canons et se diriger sur Ferrare, dans l'intention de se réunir aux Autrichiens de la citadelle. Déjà les conjurés étaient en marche avec leur artillerie, lorsque d'autres Suisses d'une opinion contraire se sont opposés au départ. Il en est résulté une rixe dans laquelle quelques hommes ont été tués ou blessés. Les bataillons romains de la garnison de Bologne ont aussitôt pris les armes. On a ramené les canons et arrêté les auteurs du complot.

Ces Suisses étaient la meilleure troupe de ligne de l'Etat romain. On voit que désormais on ne peut plus compter sur eux dans l'état de mécontentement et de dissension intestine où se trouvent ces corps.

Dernières Nouvelles.

Une émeute a éclaté à Gènes le 29 mars. On a fermé les portes de la ville, on a sonné le tocsin, on a pris les armes ; mais ce n'était pas contre les Autrichiens ; c'était pour interdire l'entrée de la ville au corps piémontais du général La Marmora, envoyé, sur la demande du maire de Gènes, pour calmer l'agitation qui règne dans cette ville. L'autorité est parvenue à neutraliser le mouvement, en accordant que la garde civique prit possession de deux forts principaux, celui de l'Eperon et celui de Begato.

— On assure que dans la mission de M.